

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 13/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROTOGARONNE S.A.S.**

Z.A. MESTRE MARTY  
47310 Estillac

Références : SEI-UD/HP/2026/57  
Code AIOT : 0005202135

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement ROTOGARONNE S.A.S. implanté ZA Mestre Marty 47310 Estillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection rentre dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROTOGARONNE S.A.S.
- ZA Mestre Marty 47310 Estillac
- Code AIOT : 0005202135
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.S. ROTOGARONNE, basée à Estillac exploitait des installations d'imprimerie qui relèvent du régime de l'autorisation pour la rubrique 2450-1. Ces activités étaient notamment réglementées par l'arrêté préfectoral n°2007-183-1 du 2 juillet 2007 et l'arrêté préfectoral complémentaire 2014358-0003 du 24 décembre 2014 modifiant l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2007.

Par jugement du 9 janvier 2019, le tribunal de commerce d'Agen a prononcé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire. L'offre du repreneur, SAS JVJ, prévoyait de conserver une rotative et la reprise de 20 salariés sur les 46 employés auparavant. La cessation partielle de l'activité a été prononcée en 2019 (arrêt des activités dans le bâtiment dit NCI).

Le jour de l'inspection, il était attendu une activité d'imprimerie dans le dernier bâtiment ACI du site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	situation administrative	Code de l'environnement du 01/02/2026, article L511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réentions		
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté sur site l'absence d'activité d'imprimerie, objet de l'autorisation préfectorale initiale. La cessation complète de l'activité n'a pas donné lieu à une information préfectorale ou à l'égard du service d'inspection. Selon le nouveau propriétaire du site, rencontré dans ses bureaux qui se trouvent à plusieurs kilomètres du site, une petite activité d'entreposage/logistique est exercée au sein de quelques bâtiments. Cette activité est inconnue de nos services. L'inspection « produits chimiques » n'a donc pas eu lieu. Monsieur Marty propriétaire des bâtiments, contactera le service de l'inspection pour caractériser son activité vis-à-vis des seuils de classement ICPE.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/02/2026, article L511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  caractérisation de activités classées actuellement exercées sur le site.
<b>Constats :</b>  Cessation partielle de l'activité en 2019, liée à l'arrêt des activités dans le bâtiment NCI. Cette cessation a été traitée par le service de l'inspection suite à l'information officielle à l'autorité préfectorale de la part de l'ancien exploitant. Le maintien des activités d'imprimerie dans le bâtiment ACI par la société SAS JFJ n'aura duré que deux années, la liquidation judiciaire a été prononcée en 2021. Aucune déclaration de cessation d'activité n'a été adressée ni au préfet de département ni au service d'inspection. Abandon total des activités d'imprimerie sur le site depuis 2021. Le nouveau propriétaire utilise les bâtiments pour une activité de stockage et de logistique. Les caractéristiques de cette activité mériteraient d'être partagées avec l'inspection pour savoir si son activité rentre dans le champ de la réglementation ICPE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le propriétaire se rapprochera des services de l'inspection pour caractériser son activité vis-à-vis des seuils de classement ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Prescription non contrôlée, activités classées ayant cessé depuis 2021, date de la liquidation judiciaire de la dernière partie de l'imprimerie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  Prescription non contrôlée, activités classées ayant cessé depuis 2021, date de la liquidation judiciaire de la dernière partie de l'imprimerie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;

<p>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Prescription non contrôlée, activités classées ayant cessé depuis 2021, date de la liquidation judiciaire de la dernière partie de l'imprimerie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Prescription non contrôlée, activités classées ayant cessé depuis 2021, date de la liquidation judiciaire de la dernière partie de l'imprimerie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Prescription non contrôlée, activités classées ayant cessé depuis 2021, date de la liquidation judiciaire de la dernière partie de l'imprimerie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

